



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-5-16/2025-5-31]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Vendredi 16 mai.

Le M23 reprend le contrôle de Kishishe et Bambo dans le Rutshuru, depuis le mercredi 14 mai 2025. La reprise de Kishishe et Bambo par le M23, qu'ils avaient volontairement quitté il y a plus d'un an, s'explique, selon les habitants, par la montée en puissance de groupes armés locaux qui, depuis leur départ, s'étaient installés dans la région et y avaient renforcé leur présence en menant des attaques et embuscades répétées contre le M23. Ces mêmes sources expriment leur crainte d'une résurgence imminente des affrontements, les Wazalendo s'étant retranchés non loin des localités reprises. Cette région est considérée comme stratégique non seulement pour des raisons sécuritaires, mais aussi en raison des routes importantes qui facilitent le passage des renforts et des mouvements rebelles entre Masisi et Rutshuru.

Les prix de certaines denrées alimentaires passent du simple au double à Beni. Cette flambée des prix est attribuée aux travaux de réhabilitation du pont Semuliki sur la route Beni-Kasindi, ainsi qu'à l'insécurité dans les zones maraîchères, qui compliquent l'acheminement des produits vers Beni, impactant directement le coût de la vie dans la région. Les commerçants et acheteurs appellent les autorités à rétablir la paix et à accélérer les travaux pour permettre une baisse des prix des produits alimentaires et de première nécessité.

« Le forum ne doit pas être réduit à un espace de partage de pouvoir » : la CENCO fixe ses lignes rouges. Réunis du 12 au 15 mai en assemblée plénière à Kinshasa, les évêques catholiques, en partenariat avec l'Église du Christ au Congo et l'Institut national pour la paix (INPC), ont proposé la mise en place d'un processus de paix citoyen centré sur l'organisation d'un Forum national de consensus. « Ce forum ne doit pas être un simple espace de partage de pouvoir », a déclaré le secrétaire général de la Cenco. « Il s'agit d'un processus scientifique, patriotique et inclusif qui doit permettre de revisiter notre histoire, d'identifier les causes profondes des crises récurrentes et de proposer des politiques publiques adaptées. » Les évêques appellent à un travail de mémoire, appuyé par des experts nationaux et internationaux, pour analyser les échecs des précédents dialogues et dégager des propositions concrètes en vue d'un consensus durable. Ce pacte social, tel que formulé par la Cenco, devrait déboucher sur une conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs, placée sous le leadership du chef de l'État congolais. Les évêques insistent sur l'urgence de préserver l'ordre constitutionnel tout en avertissant que la montée des tensions pourrait rendre cette stabilité illusoire. La déclaration fait également écho aux conditions de vie dégradées dans l'Est, soulignant que la guerre, la fermeture de banques et d'aéroports, et la précarité dans les camps de déplacés pèsent lourdement sur les populations. La persistance de l'impunité dans les affaires de corruption et l'inefficacité du système judiciaire ont également été dénoncées. « Notre priorité, c'est la paix. Une paix durable » a insisté Mgr Nshole. (**Actualité.CD**)

Les Etats-Unis proposent un projet d'accord de paix entre la RDC et le Rwanda. Cette annonce s'inscrit dans la continuité des efforts diplomatiques menés par Washington. Dix jours avant cette déclaration, le diplomate américain avait confirmé que la RDC et le Rwanda avaient soumis leurs contributions respectives pour l'élaboration de cet accord

de paix. Ces contributions font suite à une « Déclaration de principes » signée le 25 avril 2025 à Washington par les deux pays, sous la médiation des États-Unis. Ce document posait les bases d'un accord global visant à promouvoir la paix et le développement économique dans la région des Grands Lacs, tout en cherchant à mettre fin au conflit qui ravage l'Est de la RDC. L'annonce de ce projet d'accord intervient alors que la RDC et les États-Unis négocient un partenariat stratégique sur les minerais critiques. Cette entente, en discussion, vise à offrir aux entreprises américaines un accès privilégié aux ressources minières stratégiques de la RDC, telles que le cobalt, coltan et lithium. En échange, les États-Unis s'engageraient à fournir une assistance sécuritaire pour aider la RDC à lutter contre les groupes armés.

Meurtre du brigadier Kabeya Senda : six policiers condamnés à vingt ans de prison. La Cour militaire de Kinshasa/Gombe a rendu, le 15 mai, son verdict dans l'affaire du meurtre du brigadier Kabeya Senda, le policier de circulation routière qui avait été battu à mort par des policiers commis à la garde de la Première ministre Judith Suminwa. Six prévenus ont été condamnés à 20 ans de prison et deux autres ont écopé d'une peine de cinq ans de servitude pénale. Les faits étaient partis d'une intervention de routine menée par Kabeya Senda, un policier de circulation routière qui avait intercepté un convoi de véhicule circulant à contre sens. Ce dernier ignorait qu'il s'agissait de l'escorte de la Première ministre. Pris à partie par les membres de la garde rapprochée, il avait été roué de coups. La victime succombera peu après à ses blessures. Un incident qui avait suscité une vague d'indignation à travers le pays.

Nord-Kivu : une trentaine de civils tués en une semaine dans des attaques attribuées aux ADF à Lubero. Ces attaques, qui ont ciblé six villages du secteur de Bapere, ont également fait d'importants dégâts matériels, notamment des maisons incendiées, et provoqué des déplacements massifs de populations, selon la société civile locale.

Lancement des travaux de reconstruction de la CAMEKIS à Kisangani. La construction de cet immeuble est financée notamment par le gouvernement central et la Centrale de distribution des médicaments essentiels de Kisangani (Camekis) elle-même, à hauteur de plus de 386.000 US. L'incendie de son entrepôt d'une capacité de 1624 m3 en août 2024 avait entraîné des conséquences certaines, explique la sœur Jeanne-Marie Amisi, présidente du conseil d'administration par intérim de Camekis. Selon elle, ce drame a eu « de graves conséquences sur la continuité de soins des malades sous traitement antituberculeux et antirétrovirale mais également sur les risques éventuels de la survenue des épidémies par défaut de traitement correct... »

Samedi 17 mai.

Les Wazalendo, une « lourde hypothèque politique pour les années à venir », estime Ebuteli. Confrontée à une armée surdimensionnée mais inefficace, Kinshasa a confié la contre-insurrection à une multitude d'acteurs : des sociétés de sécurité privées, l'armée burundaise, les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et de nombreux groupes armés congolais désormais communément appelés Wazalendo, (patriotes) souligne le rapport de l'Institut de recherche Ebuteli. La plupart des groupes ainsi qualifiés existaient déjà ; certains d'entre eux se sont déjà affrontés. Leurs motivations sont diverses : un sentiment nationaliste, la possibilité d'accéder à des financements et à des postes au sein de l'armée nationale, et éventuellement de garantir l'impunité pour leurs crimes passés, détaille l'institut de recherche. Ebuteli estime que le soutien aux groupes armés locaux constituera une lourde hypothèque politique pour les années à venir, car il militarise davantage la société, aggrave la crise humanitaire et enracine le conflit. Le rapport conclut en soulignant l'importance à long terme de réformer l'État congolais, ses forces de sécurité et son approche du conflit.

Guerre de l'Est : « Nous devons faire bloc contre l'ennemi », recommande Judith Suminwa. Tout en dénonçant et déplorant les millions de morts dans l'Est et les autres dégâts enregistrés à la suite de cette crise qui a duré près de 30 ans, la Première ministre a insisté sur le fait que toutes les actions entreprises par le Président de la République et le Gouvernement le sont pour obtenir la paix. « Nous avons été dans le processus de Luanda, dans le processus de Nairobi, et aujourd'hui, nous continuons avec le processus de Doha qui est complémentaire, et les discussions qui se font à Washington. Nous avons pu obtenir au niveau de la sous-région et même au niveau de l'Union Européenne et surtout des Nations Unies, un certain nombre de résolutions. Le Président de la République, avec toute l'équipe qui l'entoure, nous travaillons justement pour assurer que toutes les résolutions qui ont été prises soient effectives sur le terrain ».

Moba : le commandant des Fardc appelle les jeunes à se désolidariser des groupes armés. « Nous demandons à la jeunesse de se désolidariser des mouvements insurrectionnels communément appelés les "Éléments", qui se sont eux-mêmes constitués en Wazalendo. Pourtant, un Wazalendo est un patriote. Mais ces jeunes enrôlés dans des groupes armés érigent des barrières, harcèlent la population et imposent des taxes qui ne sont pas reconnues par les services de l'État ».

Bunia : 40 jeunes leaders féminins formés sur la lutte contre la désinformation. Elles se sont engagées à sensibiliser leurs familles et leurs communautés aux dangers de la désinformation et des discours de haine, qui compromettent la cohabitation pacifique dans cette province en proie aux conflits armés. Elles ont pris cet engagement

le 16 mai, à l'issue d'une formation organisée par la Monusco qui souligne que cette sensibilisation vise à combattre la diffusion de fausses informations et les discours haineux qui exacerbent les tensions communautaires et alimentent les conflits dans la région.

Nord-Kivu : plus de 20 000 personnes ont fui leurs villages les deux dernières semaines du mois d'avril. Ce déplacement des populations est l'une des conséquences des affrontements dans plusieurs zones. Les acteurs humanitaires soulignent que la protection des civils est gravement compromise par les violences et par la menace persistante des engins non explosés. L'insécurité persistante et la criminalité violente mettent en péril la sécurité des travailleurs humanitaires.

Maniema : à cause des pluies diluviennes, la route nationale numéro 2 impraticable. La RN2, un axe vital reliant la province du Maniema aux provinces du Sud-Kivu, Lomami et Kasai Oriental, est dans un état de délabrement avancé. La situation est particulièrement critique sur le tronçon Samba-Lusangay, long de 135 m, qui est désormais impraticable à la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région la semaine dernière. « La coupure de cette route a occasionné la montée des prix des denrées alimentaires devenues rares et une folle souffrance de la population ».

Ituri : intenses combats entre les Fardc et les miliciens Zaïre. Une quarantaine de villages du territoire de Djugu en Ituri, sont quasiment vidés de leurs habitants, suite aux combats qui se déroulent depuis le 14 mai entre les Fardc et la milice de Zaïre dans le territoire de Djugu en Ituri. Certaines habitations ont été détruites lors de ces affrontements, et de nombreux habitants passent la nuit à la belle étoile, dans les entités où ils ont trouvé refuge. Par ailleurs, la société civile dans la zone alerte sur la présence de plusieurs mines et engins explosifs non démolis dans la zone de combats.

La diplomatie américaine aurait forcé la main aux pays africains pour l'adoption de Starlink d'Elon Musk. Une enquête en deux temps, début mai, le Washington Post révèle que Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, a donné pour mission à ses équipes de tout faire pour faciliter l'adoption à l'international de Starlink. Objectif : contrer la mainmise technologique chinoise sur le continent. En cette fin de semaine, le média d'investigation ProPublica va plus loin et révèle la manière dont ces pressions s'exercent sur les dirigeants africains. Il est par exemple question d'une rencontre début février entre l'ambassadrice américaine en Gambie et le ministre gambien des Télécoms. La diplomate ne se contente pas de faire la promotion agressive d'un service privé, devant les réticences du ministre à offrir une procédure d'accréditation accélérée à Starlink, l'ambassadrice laisse entendre que cela pourrait avoir des conséquences sur un projet de développement des infrastructures en Gambie soutenu par les États-Unis à hauteur de 25 millions de dollars. Une menace d'autant plus concrète qu'Elon Musk a lui-même supervisé ces derniers mois de nombreuses coupes dans l'aide au développement. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, 5 pays africains, dont la RDC et le Tchad, ont accordé une licence à Starlink. Cité dans l'article, un ancien ambassadeur américain résume : « Si un autre pays faisait la même chose, nous parlerions de corruption. Parce qu'il s'agit de corruption ». (RFI)

Dimanche 18 mai.

Kalemie : 838 cas de choléra et 8 décès enregistrés depuis le début de l'année. Cette flambée de choléra est en grande partie due aux récentes inondations qui ont entraîné le déversement des déchets des latrines dans le lac Tanganyika et la rivière Lukuga. Une partie de la population consomme ces eaux contaminées. Par ailleurs, le manque d'eau potable au robinet, fourni par la Regideso, aggrave la situation sanitaire. Pour faire face à cette crise, les autorités sanitaires ont réquisitionné d'urgence tous les infirmiers de la ville afin d'assurer la prise en charge des malades.

147 chefs d'établissements formés à la bonne gestion scolaire au Maniema. 147 chefs d'établissements de la sous-division urbaine de Kasuku ont bénéficié d'une formation sur la gestion scolaire. Cette session de renforcement des capacités, organisée à l'Institut de l'ENANO dans la ville de Kindu, avait pour thème : « Comment diriger une école ». Les autorités éducatives ont initié cette formation dans le but de relever les défis liés à la gestion des établissements scolaires et d'améliorer le niveau des apprenants.

Protestation contre l'insécurité en territoire de Beni : paralysie des activités depuis 2 jours. Cette paralysie fait suite à un mot d'ordre lancé par la synergie des structures locales de la société civile, en signe de protestation contre l'insécurité persistante dans la région. Selon les organisateurs de ce mouvement, l'intensification des actions des groupes armés ces dernières semaines a causé la mort de plusieurs civils et semé la panique au sein de la population. La société civile appelle les autorités à agir rapidement pour rétablir la sécurité dans la zone et insiste sur l'urgence d'une réponse concrète.

Est de la RDC : tractations en cours pour fusionner les processus de Nairobi et Luanda. Le médiateur de l'Union africaine, Faure Gnassingbé, également Président du Conseil de la République togolaise, et le Panel des facilitateurs de l'Union africaine se sont retrouvés autour d'une table samedi 17 mai à Lomé au Togo. Les participants ont souligné la

nécessité de coordonner les actions du médiateur et des facilitateurs dans un cadre intégré, et plaidé pour une collaboration renforcée avec l'EAC, la SADC, ainsi que des partenaires comme le Qatar et les États-Unis. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts en faveur de la paix dans l'Est de la RDC, et du renforcement des relations entre la RDC et le Rwanda.

Est de la RDC : les cardinaux africains appellent à l'implication du Pape Léon XIV. Les cardinaux africains, électeurs du nouveau souverain pontife, ont plaidé pour l'implication du pape dans le retour de la paix à l'Est de la RDC, au Soudan, au Soudan du Sud, et au Sahel. Pour eux, la paix, l'évangélisation, l'unité de l'Église ou encore la synodalité sont les principaux défis auxquels devra faire face le nouveau Souverain pontife, âgé de 69 ans.

L'armée accuse Thomas Lubanga d'orchestrer de nouvelles attaques dans l'Ituri. Selon les Fardc, ces violences sont le fait des hommes de Thomas Lubanga, ancien pensionnaire de la Cour pénale internationale, qui a relancé un mouvement politico-militaire, depuis mars. La zone concernée où les combats ont éclaté, s'étend bien au-delà de Nyamamba. Dans la journée du 18 mai, un calme relatif règne à Nyamamba ainsi que dans les localités de Katoto, Malabo et Lopa. Certaines de ces localités sont situées, à peine, à une trentaine de km de Bunia. Depuis jeudi 15 mai, ces zones ont été le théâtre de violents affrontements. Des combats à l'arme lourde et légère ont opposé l'armée congolaise à des miliciens. Samedi 17 mai, les Fardc ont lancé une contre-offensive à Lopa, une riposte jugée « robuste » par la société civile locale. Les miliciens ont été repoussés. Certains étaient en civil, d'autres en treillis. Ils étaient armés notamment de fusils d'assaut AK-47, très présents dans cette région. Selon l'armée, ces hommes s'étaient retranchés notamment dans des écoles et des églises, désertées après la fuite des habitants. Les autorités militaires accusent la coalition CRP-Zaïre d'être à l'origine de ces attaques avec, à sa tête, selon les Fardc, Thomas Lubanga. L'ancien chef de l'UPC, condamné par la Cour pénale internationale, se trouverait actuellement en Ouganda. Toujours d'après l'armée, la CRP n'aurait pas de force structurée.

La CRP regrouperait des combattants du groupe armé Zaïre, déjà actif dans la région, ainsi que des démobilisés et d'anciens éléments de l'UPC. (RFI)

Projet de loi de programmation sur la PNC : une réponse appropriée pour l'émergence d'une police "républicaine", "moderne", "professionnelle" et "compétente" (Jacquemain Shabani). "Le présent projet de loi qui couvre la période allant de 2025-2029 porte sur la programmation des dépenses d'investissements, des prestations et de fonctionnement de la mise en œuvre de la réforme de la police relative au plan d'actions quinquennal PAQ 2 actualisé en août 2024 comprenant trois axes stratégiques orientés sur 10 résultats exprimant le changement attendu de la réforme de la police à savoir : • le renforcement du cadre institutionnel de la police nationale congolaise ; • la professionnalisation de la police ; • la redevabilité qui inclut le dialogue et le partenariat police- population. De ce fait, dans l'optique d'obtenir le changement et le résultat attendu au sein de la police nationale congolaise sur les cinq ans contenues dans le plan d'actions quinquennal, les actions et les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de la police nationale congolaise sont estimés à 2 299 374 903 USD", a annoncé le Ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et Affaires Coutumières. À l'en croire, cette réforme va permettre au gouvernement de doter le pays d'une police digne de son nom. A la suite de sa présentation et du débat, les députés nationaux ont déclaré recevable le projet de loi de programmation 2025-2029 portant sur la réforme de la Police nationale congolaise (PNC). Ce texte est envoyé à la Commission Défense et Sécurité pour un examen approfondi, ensuite la Commission devra présenter son rapport en vue de son adoption et du projet de loi avant d'être envoyé au Sénat pour la seconde lecture. (Actualité.CD)

Lundi 19 mai.

L'Association Usalama apporte une aide d'urgence aux victimes du conflit Mbole-Lengola à Kisangani. Cette assistance destinée aux déplacés de Simisimis comprend notamment de la nourriture, des vêtements, du savon et du sel. Ces articles proviennent de personnes de bonne volonté qui se sont mobilisées dans un élan de solidarité pour soutenir ces populations démunies. Les déplacés vivent des moments très difficiles sur ce site. Les enfants, notamment, sont contraints de mendier dans les rues pour se procurer de quoi manger. En leur apportant cette aide, l'Association Usalama souhaite leur témoigner sa compassion. Ces personnes déplacées depuis plusieurs mois attendent toujours un soutien du gouvernement avant de pouvoir regagner leurs villages.

Moanda : des jeunes leaders dénoncent les tracasseries des renseignements militaires contre les commerçants. Le responsable du collectif de jeunes leaders de Muanda, dénonce les tracasseries dont sont victimes les commerçants opérant dans les zones frontalières, ciblés par des agents des Renseignements militaires (ex-DEMIAP). Ces agents procèdent régulièrement à la confiscation des marchandises des commerçants exerçant entre les frontières de la RDC et de l'Angola, à Muanda et ce, malgré leur conformité aux règles douanières. Il appelle les autorités à intervenir rapidement et à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à ces pratiques.

Attaque meurtrière de la Codeco contre un convoi de l'UPDF à Djugu : au moins 6 morts. Le 18 mai, les miliciens ont tendu une embuscade à un convoi de militaires de l'armée ougandaise, dans la localité de Lidda, près du centre commercial de Bule. Parmi les victimes figurent des militaires de l'armée ougandaise et des miliciens de la Codeco. Le 19 mai, toujours dans le territoire de Djugu, trois personnes, dont deux civils et un militaire des Fardc, ont été blessées lors d'affrontements entre les Fardc et les miliciens Zaïre, aux abords du village de Jina, située à 35 km de Bunia.

Bandundu : de lourds dégâts après une forte pluie. Une pluie torrentielle accompagnée de vents violents s'est abattue dimanche 18 mai sur la ville de Bandundu, dans la province du Kwilu, causant d'importants dégâts matériels. Les habitations privées, bâtiments publics et commerces ont été gravement endommagés, laissant plusieurs familles sans abri après la pluie. Si aucune perte en vie humaine n'a été signalée, l'ampleur des destructions reste préoccupante.

Lancement de la formation sur l'enseignement de l'informatique dans les écoles primaires du Maniema. «Beaucoup ignorent encore que l'informatique fait partie des matières qui doivent être enseignées dès la maternelle. Malheureusement, ce cours n'est pas assuré, faute de formation des enseignants. Nous lançons donc cette série de formations pour que les enseignants soient qualifiés et puissent transmettre ce savoir aux élèves », explique le directeur de la province éducationnelle Maniema. Le gouverneur de province a contribué à cette initiative en mettant à disposition des ordinateurs, qui seront utilisés pour la formation des enseignants au Centre de ressources pour enseignants de Kindu.

Goma : au moins 1100 réfugiés rwandais rapatriés dans leur pays par le HCR. « Tous ceux qui sont rapatriés de la ville de Goma vers le Rwanda leur profil a été vérifié et confirmé qu'il s'agit des réfugiés rwandais ». La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, mais aussi des personnes vivant avec handicap et des personnes âgées.

Levée d'immunité de Kabila: que sait-on de la commission spéciale du Sénat ? La commission spéciale du Sénat, chargée d'examiner le réquisitoire visant Joseph Kabila, est bel et bien constituée. 40 membres en font partie. Ils sont issus des différents groupes politiques et provinciaux représentés au Sénat. La majorité présidentielle y est très largement dominante. Un seul membre appartient à l'opposition. Cette commission est présidée par l'ancien vice-premier chargé des Affaires étrangères. L'auditeur général près la Haute Cour militaire a été invité. Il pourrait être entendu dès ce lundi pour expliquer et étayer ses accusations. Une invitation pourrait aussi être adressée à Joseph Kabila. Ce n'est peut-être pas tout parce que la commission peut convoquer toute personne jugée utile. Son rapport est attendu mercredi. Il servira de base au Sénat pour décider de la suite à donner à cette procédure exceptionnelle. (RFI)

La société civile dénonce le regain de criminalité à Mahagi-Centre. Plusieurs habitants sont victimes de vol à mains armées dans leurs domiciles, ou dans des établissements commerciaux à la frontière avec l'Ouganda. La plupart des victimes sont des opérateurs économiques, qui sont menacés de mort ou dépouillés de fortes sommes d'argent. Pour le seul mois d'avril, elle dit avoir notifié neuf cas de cambriolage à Agwel, Abeka à Ndrelé, Ngote et Mahagi-Port. Tandis que d'autres habitants sont surpris par ces malfrats, qui les dépouillent de tous leurs biens en cours de route.

Mardi 20 mai.

Le parti Ensemble pour la République dénonce les perquisitions opérées chez Moïse Katumbi. Le 17 mai, des agents des services de sécurité, se sont déployés dans les propriétés privées de Moïse Katumbi Chapwe, dans son village natal Kashobwe, territoire de Kasenga (Haut-Katanga), pour une nouvelle perquisition, sans mandat, en violation de la Constitution : « Cette fois-ci ils se sont intéressés particulièrement à son bateau soupçonné d'avoir navigué en direction de Mulonde, à une centaine de kilomètres de là. Dans les faits, le bateau n'a pas fait le déplacement dans cette direction. Et s'il avait effectué ce trajet, où serait l'infraction présumée ou la preuve d'un acte délictueux ? » Tous ces « cas d'abus de pouvoir et tant d'autres actes de barbarie » commis à l'encontre de Moïse Katumbi et d'autres leaders de l'opposition n'élèvent guère la RDC. Ils témoignent de la décadence de ce régime, qui expose de paisibles citoyens à l'arbitraire.

L'OTUC exige l'application du nouveau SMIG dès fin mai, menaçant de déclencher une grève. L'Organisation des travailleurs unis du Congo demande à la Première ministre, de signer sans délai le décret officialisant la fixation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à 14 500 FC (5 USD) en RDC. Son président, insiste pour que cette décision soit appliquée dès la paie du mois de mai 2025. Ce nouveau taux a été adopté récemment par le Conseil national du travail. Si aucune mesure n'est prise rapidement, les travailleurs congolais déclencheront un mouvement de grève.

Une centaine d'enseignants de Masisi réclament le paiement de cinq mois d'arriérés de salaire. Selon leur représentant : « Depuis janvier, les enseignants ne reçoivent absolument rien. Nous travaillons dans des conditions très difficiles, tant dans les écoles primaires que secondaires. Toutes les écoles du secteur de Katoyi et du groupement

Ufamandu premier en chefferie des Bahunde sont concernées. Plus de 100 enseignants de ces sept groupements sont affectés. Nous sommes mécanisés depuis longtemps, mais depuis janvier, ni les frais de fonctionnement pour les écoles primaires, ni les salaires des écoles secondaires ne sont versés. »

Plus de 700 ex-miliciens Mobondo en errance à Kwamouth, sont en attente du processus de réinsertion par l'armée. «En attendant leur évacuation vers des sites de regroupement appropriés, certains se livrent à des actes de tracasseries, de vols et de pillages des biens de la population civile. Les FARDC réitèrent leur engagement de protéger les populations civiles et de neutraliser toute menace contre la paix dans ce coin de la province », a confirmé le porte-parole de l'armée dans la province de Mai-Ndombe. Face à cette situation la société civile locale appelle l'armée à tout mettre en œuvre pour encadrer ces ex-combattants, afin d'assurer leur réinsertion et de restaurer l'ordre public dans les zones affectées.

Le Gouvernement congolais lance l'atelier national sur la protection des forêts tropicales. Cet atelier vise à informer les parties prenantes sur l'initiative Tropical Forests Forever Facility, proposée par le Brésil. Ce programme prévoit de récompenser les pays tropicaux pour leurs efforts de conservation par des paiements annuels proportionnels au nombre d'hectares préservés de la déforestation. Le secrétaire général à l'Environnement, a souligné l'importance de cette initiative pour ralentir la déforestation et la dégradation des forêts tropicales. Il a rappelé que la RDC, avec ses 155 millions d'hectares de forêt tropicale, représente un atout majeur pour bénéficier des financements liés à ce programme.

Affaire Bukanga-Lonzo: Matata Ponyo condamné à 10 ans des travaux forcés. La Haute Cour, qui siège en premier et dernier ressort, a aussi ordonné son arrestation immédiate et la saisie de ses biens meubles et immeubles au prorata des fonds détournés. L'ancien Premier ministre (2012 à 2016) et député national a été reconnu coupable de détournements de 156.849.413 USD avec l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Congo, des fonds destinés au développement du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, dans l'est de Kinshasa, et de 89 millions de dollars américains avec le prévenu sud-africain Globler. Sur les faits, la Cour parle de plusieurs surfacturations non justifiées émises par Christo Grobler sous la supervision et l'indifférence de l'ancien Premier ministre. Entre-temps, cette affaire a suscité des tensions à l'Assemblée nationale, notamment autour de la question des immunités parlementaires de Matata Ponyo. Vital Kamerhe, président de l'Assemblée nationale, a dénoncé une violation de la Constitution, estimant que le député Matata Ponyo ne pouvait être jugé sans la levée préalable de ses immunités. Cette position a été contestée par le président de la Cour constitutionnelle. Ce dernier a rappelé que la procédure avait dépassé la phase pré-juridictionnelle où l'autorisation de poursuites est requise. Il avait par ailleurs appelé au respect de la séparation des pouvoirs.

Paula Gaviria en visite en RDC pour évaluer la situation des droits humains des personnes déplacées internes. La RDC compte l'une des plus importantes populations de personnes déplacées internes au monde, en raison des conflits armés et des guerres qui sévissent depuis plusieurs décennies. Au cours de sa visite de 10 jours, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits humains des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, évaluera la situation des droits humains des personnes déplacées par les conflits armés, la violence intercommunautaire, les catastrophes naturelles, les projets de conservation et les activités extractives. Elle formulera des recommandations aux parties prenantes afin d'améliorer la protection, l'assistance et les solutions durables pour ces populations, tout en s'attaquant aux causes profondes du déplacement. Après une étape à Kinshasa, elle se rendra au Nord-Kivu, Ituri et Tanganyika. Elle y rencontrera des représentants du gouvernement, de l'institution nationale des droits humains, du système des Nations Unies, des organisations de la société civile, des personnes déplacées internes ainsi que des autorités de facto.

Mercredi 21 mai.

RDC : le Parlement va examiner tous les processus de paix en cours (Vital Kamerhe). Tous les accords issus de différents processus de paix en cours seront examinés au Parlement avant leur signature, a affirmé le président de l'Assemblée nationale. Trois processus politiques sont en cours pour le retour de la paix, la souveraineté, l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo : la rencontre de Doha au Qatar entre le M23 et le Gouvernement Suminwa, les échanges qu'entretient l'ancien président nigérian Olusengune Obasanjo avec la classe politique congolaise, l'accord de paix attendu à Washington entre le Rwanda et la RDC après la déclaration de principes.

Les camions de plus de 20 tonnes interdits de circuler en journée pour lutter contre les embouteillages à Kinshasa. A partir du mercredi 21 mai 2025, les véhicules concernés ne pourront désormais circuler que de 22h à 5h du matin sur l'ensemble du territoire de la ville de Kinshasa. Tout contrevenant à cette mesure s'expose à des sanctions.

55 filles-mères de Beni formées en coupe et couture pour leur autonomisation. Cette formation est initiée par l'organisation Tendo la Roho, grâce au soutien financier de la composante police de la Monusco de Beni. Parmi ces bénéficiaires figurent des déplacées internes et des veuves de militaires, identifiées au sein de la communauté en raison

de leur degré de vulnérabilité, par les cadres locaux et les acteurs de la société civile. Cette formation vise à outiller cette catégorie de femmes vulnérables afin de les rendre autonomes et de leur permettre d'assurer leur propre prise en charge.

Alerte vigilance sur le lac Tanganyika. Le commissaire lacustre du territoire de Moba (Tanganyika), a appelé, lundi 19 mai, les armateurs et propriétaires de bateaux à redoubler de vigilance et à respecter strictement les mesures de navigation sur le lac Tanganyika. Cet appel intervient alors qu'un vent violent souffle actuellement sur le lac Tanganyika, soulevant des vagues dangereuses et compromettant la sécurité des embarcations. Le commissaire prévient qu'aucune embarcation ne pourra prendre le large sans avoir rempli les formalités de sécurité requises.

La ministre de l'ESU condamne les mesures du M23 concernant la gestion des universités à Goma. Depuis quelques jours, le M23 a ordonné aux établissements réunis en conférence provinciale de rompre tout lien avec la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire basé à Kinshasa. Par ailleurs, le M23 a désigné la conseillère du gouverneur rebelle comme autorité chargée de la gestion des établissements, tandis que le gouvernement est désormais responsable de la collecte des frais liés au contrôle de la scolarité, une tâche normalement dévolue à l'administration du ministère de l'ESU. Dans sa lettre datée du 19 mai, la ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire condamne ces mesures qui, selon elle, visent à désarticuler et à discréditer l'enseignement supérieur dans les territoires sous occupation. Elle affirme que son ministère ne tolère ni n'accepte ces actions, ajoutant que tenter de faire dévier le système éducatif constitue un acte criminel, dangereux pour l'avenir de la jeunesse congolaise.

Ambassadeur Troy Fitrell : « Il est temps que la RDC dispose d'une infrastructure fiable ». L'ambassadeur américain a souligné que l'avenir des relations commerciales avec l'Afrique repose sur un partenariat d'égal à égal. « Depuis des décennies, nous avons fonctionné dans un système que nous quittons progressivement au profit d'une stratégie centrée sur l'investissement et le commerce. Cela implique un échange équilibré entre partenaires, en opposition à l'ancien paradigme d'assistance basé sur un rapport donneur-récepteur ». Cette nouvelle approche vise à structurer des opportunités commerciales tout en promouvant l'entreprise américaine et en facilitant le dialogue avec les gouvernements africains. S'exprimant sur l'implication des États-Unis dans le projet du corridor de Lobito, il précise que l'objectif n'est pas une intervention directe des USA, mais l'implication de partenaires internationaux et du secteur privé.

Le ministre Constant Mutamba dans les viseurs de la justice. Le Procureur près la Cour de cassation, demande à l'Assemblée nationale la levée des immunités du ministre de la Justice, en vue de le poursuivre pour un présumé détournement de 19 millions USD, dans le cadre d'un contrat de gré à gré pour la construction de la prison de Kisangani.

Djugu : près de 54 000 élèves privés d'école à la suite des combats entre Fardc et miliciens Zaïre. Les responsables des établissements scolaires de cette contrée regrettent que cette situation survienne à la veille des épreuves de fin d'année.

Le préfet de l'Institut de Jina, Floribert Djombu, a appelé les autorités compétentes à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour sécuriser les enfants, qui ont aussi droit à l'éducation :

En Afrique, Washington veut transformer ses ambassades en relais commerciaux. L'administration Trump assume pleinement sa nouvelle ligne diplomatique en Afrique : faire des affaires, miser sur la compétitivité des entreprises américaines et renforcer leur présence économique face à l'influence grandissante de la Chine. La priorité est claire : « L'investissement commercial est désormais au cœur de l'action extérieure ». La diplomatie doit produire des effets concrets pour les entreprises et les travailleurs américains. Le département d'État déploie plus de 1 000 agents commerciaux dans ses ambassades à travers le monde, chargés d'accompagner les acteurs économiques dans leurs échanges avec les États-Unis. « Nous sommes une administration prête à faire du business. Du commerce, pas de l'aide » Dans cette logique, les ambassadeurs sont désormais jugés sur leur capacité à soutenir les entreprises américaines et à conclure des accords. Les premiers résultats sont déjà là : 33 contrats signés en 100 jours, pour un montant total de 6 milliards de dollars. Washington intéressé par les minerais de la région des Grands Lacs. Pendant que les réunions se multiplient pour un accord de paix dans l'est de la RDC, les États-Unis avancent déjà leurs pions sur le terrain économique, notamment dans le secteur des minerais stratégiques. La déclaration de principes entre la RDC et le Rwanda, signée avec leur facilitation, vise aussi à protéger leurs intérêts stratégiques, notamment dans le domaine des minerais critiques. (RFI)

Jeudi 22 mai.

Condamnation de Matata Ponyo: réactions contrastées de la classe politique congolaise. L'Association africaine de défense des droits de l'homme, (ASADHO), dénoncent une lutte sélective contre la corruption et appellent la justice à faire la même chose avec d'autres mandataires impliqués dans les détournements des deniers publics. « La justice doit

toucher tout le monde ». Selon le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), cette condamnation constitue un avertissement lancé à tous les prédateurs des finances publiques.

Revue des 1400 dossiers judiciaires à la prison urbaine de Kangbwayi à Beni. A la prison de la ville de Beni, pendant deux semaines, deux équipes mixtes, composées chacune d'un avocat et d'un greffier, vont : Passer en revue l'ensemble des dossiers judiciaires, Détecter les irrégularités, Identifier les cas de détention préventive prolongée ou abusive, Dresser un état des lieux de la documentation carcérale. L'initiative vise à lutter contre la surpopulation carcérale.

L'OMC va soutenir la RDC dans la ratification des accords sur la facilitation des échanges et les subventions à la pêche, à l'issue d'une réunion à Genève (Suisse) avec la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala.

Selon Julien Paluku, les discussions ont porté sur la ratification de l'accord sur les subventions à la pêche, la revue de la politique commerciale de la RDC prévue en 2026, ainsi que le renforcement des capacités de l'administration du Commerce extérieur et du secteur privé congolais dans le commerce international. Il a également insisté sur l'importance de l'accord sur la facilitation des échanges, adopté en 2013, mais jamais ratifié par la RDC. « Cet accord vise à fluidifier les échanges aux frontières en accélérant le traitement des dossiers et le dédouanement. Il est temps pour la RDC de le ratifier afin de bénéficier pleinement des avantages qu'il offre », a-t-il déclaré. L'objectif du gouvernement congolais est de faire de la RDC un acteur majeur du commerce international, plutôt qu'un simple observateur.

RDC : 400 bus du programme Esprit de vie bloqués au port de Matadi depuis deux ans. Ces bus sont immobilisés depuis 2023. « C'est l'État congolais qui a commandé ce lot de véhicules. Il lui revient donc de régler les frais de transport depuis leur embarcation en Corée jusqu'à Matadi, ainsi que les frais d'entreposage, qui constituent le principal obstacle au dédouanement complet de ces véhicules ». Malgré l'intervention du vice-Premier ministre, ministre des Transports, Jean Pierre Bemba, depuis avril 2025, la situation demeure inchangée. Le gouvernement congolais avait signé en 2014 un accord de partenariat avec l'Association des propriétaires des véhicules affectés au transport en commun (APVECO). Lors de la première phase, 250 minibus Hyundai avaient été attribués aux opérateurs privés du secteur des transports à Kinshasa, au prix de 57 000 USD, payables mensuellement sur quatre ans. L'objectif du gouvernement était d'améliorer la mobilité urbaine à Kinshasa tout en réduisant la mortalité routière de 50 %.

Le Sénat autorise les poursuites judiciaires contre Joseph Kabila. Au cours de leur plénière de ce 22 mai, les sénateurs ont voté pour la levée des immunités parlementaires, autorisant, par ricochet, les poursuites judiciaires contre Joseph Kabila, ex-chef d'Etat congolais et sénateur à vie. Ce dernier est poursuivi par la justice pour crime de guerre et complicité avec l'AFC/M23. Résultat du vote : 88 voix pour, 5 abstentions et 3 bulletins nuls. Sans surprise, puisque tous les quarante membres de la commission spéciale avaient déjà voté pour et recommandé la levée des immunités de Joseph Kabila.

Plus d'un millier de soldats congolais enrôlés par l'AFC/M23, dit un rapport gouvernemental. Depuis l'avancée de l'AFC/M23 dans l'Est du pays, plusieurs milliers de soldats congolais se sont repliés dans des zones encore sous contrôle de Kinshasa. Certains ont aussi trouvé refuge auprès de la Monusco. D'autres, capturés, auraient été enrôlés de force par la rébellion. Selon un rapport consulté par RFI, au moins 1 500 militaires des FARDC ont été regroupés au camp militaire de Rumangabo, près de Goma. Là, ils auraient été désarmés, reconditionnés, puis intégrés dans les rangs de l'ARC, la branche armée de l'AFC/M23. D'après des sources sécuritaires, plusieurs d'entre eux auraient déjà été envoyés au front, cette fois contre leurs anciens frères d'armes. Le rapport évoque aussi environ 300 soldats issus de la Garde républicaine, l'une des unités d'élite de l'armée congolaise, qui auraient été transférés de force au Rwanda. « **Déclaration farfelue** ». Un membre du gouvernement rwandais, contacté par RFI, balaie ces accusations : « Nous n'avons même pas à réagir à chaque déclaration farfelue de la RDC ». Kinshasa évoque également des pertes dans les rangs de l'AFC/M23 et même de l'armée rwandaise, sans donner de chiffres. (RFI)

Fin de l'opération de transport de Goma à Kinshasa de plus de 1 300 membres non armés des Fardc et de la PNC protégés par la Monusco Kinshasa. Le transport des éléments non armés a été assuré grâce à un dispositif logistique mixte et complexe mis en place par la Monusco comprenant huit rotations de près d'une dizaine de véhicules (ambulance, bus, citerne), 46 vols en hélicoptère et 23 vols en avion. Lancée le 30 avril 2025, cette opération complexe visait à transporter à Kinshasa en toute sécurité les éléments des forces de défense et de sécurité congolaises ayant trouvé refuge dans les bases de la Monusco à Goma à la fin janvier 2025, à l'issue la prise de contrôle de la ville par l'AFC/M23. L'opération s'est effectuée avec le consentement des membres de la Fardc et de la PNC, et conformément aux dispositions des Conventions de Genève. Durant plus de trois mois, la Monusco a assuré la protection, l'hébergement, la prise en charge alimentaire et les soins médicaux de ces personnes sous sa protection. La Monusco réaffirme son engagement à mettre en œuvre son mandat de protection des civils, et à soutenir les efforts des autorités nationales en matière de rétablissement de la paix, de stabilisation et de réforme du secteur de la sécurité. (Monusco)

Vendredi 23 mai.

Rutshuru : au moins 900 familles affluent vers Bambo-Centre à la suite des combats entre Wazalendo et M23. La chef de mission adjointe de MSF à Goma, a indiqué, le 22 mai, qu'au moins 500 ménages ont trouvé refuge dans les écoles, les églises et autres sites temporaires alors qu'environ 400 autres sont dans des familles d'accueil. La cité de Bambo est surpeuplée et presque toutes les familles résidentes hébergent des déplacés, poursuit-elle. Elle signale cependant une situation préoccupante dans les sites informels, où ces ménages sont venus sans rien prendre en termes de récipiends d'eau, savons, services d'hygiène. Les installations sanitaires sont insuffisantes. L'accès à l'eau et la nourriture pose déjà un problème dans toute la zone de Bambo parce que la population n'accède plus aux champs.

Des personnes en situation de handicap formées à divers métiers pour leur autonomisation à Bunia. L'Ituri compte plusieurs centaines de personnes en situation de handicap, parmi lesquelles des non-voyants, des estropiés, des sourds-muets et des albinos, souvent inactifs. Ces personnes dépendent généralement de l'aide d'autrui ou sont contraintes à mendier pour survivre. Dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, le CICR a lancé cette formation axée sur l'entrepreneuriat, notamment la fabrication de savons de lessive et de toilette, et d'eau de Javel. Ces produits, très demandés sur les marchés locaux, permettront aux participants de gagner leur indépendance financière.

RDC: Le chef de la logistique des FARDC arrêté. Le chef d'État-major des FARDC en charge de la logistique, le général Kipondo Théophile est accusé d'avoir gravement entravé les opérations militaires des FARDC, sur les lignes de front contre les rebelles de l'AFC-M23, qui ont réussi à remporter plusieurs batailles et à prendre le contrôle de nombreuses localités dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ces revers militaires seraient en grande partie dus à une défaillance criante du service logistique de l'armée, dirigé par Kipondo Théophile. Celui-ci est soupçonné d'avoir organisé un vaste réseau de malversations impliquant la surfacturation des rations alimentaires et le ravitaillement d'unités fictives. Les mêmes sources révèlent que ce système frauduleux aurait été mis en place avec la complicité d'autres officiers supérieurs, notamment le colonel Chuck Norris, responsable des achats de vivres, et un capitaine dont l'identité n'a pas encore été révélée. Par ailleurs, un autre haut gradé, le colonel Delphin Nkulu Kilenge, est activement recherché pour avoir détourné des fonds alloués aux opérations spéciales de décembre dernier. (AfricaNews)

Situation humanitaire préoccupante à Walikale à la suite de la guerre du M23. Les populations déplacées par le conflit ainsi que leurs familles d'accueil ne bénéficient d'aucune assistance humanitaire. « L'absence d'organisations humanitaires pour venir en aide à la population, combinée à l'enclavement du territoire, impacte directement la vie sociale et économique des populations rurales. Actuellement, la population souffre de maladies et de décès enregistrés dans les centres de santé et hôpitaux du territoire. C'est un danger permanent qui menace la population », alerte la société civile.

Tshopo : des mouvements des Mbororo signalés à Faradje et Watsa à la suite de l'ultimatum de l'armée. Le premier part du nord vers le sud, c'est-à-dire de Faradje vers la frontière avec le Soudan du Sud. En revanche la seconde vague prend la direction du territoire de Watsa. Cet ultimatum accordé aux Mbororo depuis le 10 mai dernier court jusqu'au 1er juin prochain. Alors que ces éleveurs ont commencé les mouvements vers leur lieu de cantonnement à Niangara, la population les en empêche, au motif qu'à leur passage, leurs troupeaux dévastent les champs. La Synergie des organisations de la société civile de Faradje qualifie la décision des autorités militaires de salutaire. Le coordonnateur de cette structure citoyenne leur demande d'envisager des mesures idoines pour l'encadrement de ces mouvements. La société civile espère par ailleurs qu'au terme de leur identification, le statut de ces éleveurs Mbororo au pays sera clairement précisé. Dans un communiqué daté du 10 mai, commandant du secteur opérationnel Uélé, avait lancé un ultimatum de vingt et un jours aux éleveurs Mbororo pour être identifiés et cantonnés.

L'ONG Human rights watch dénonce les exactions commises par les "Wazalendo" dans le Sud-Kivu. Human rights watch appelle les autorités congolaises à mettre fin au soutien aux groupes armés « Wazalendo », et assurer leur désarmement et l'obligation de rendre des comptes. Car selon Human rights watch, les fonctionnaires qui fournissent sciemment des armes à des groupes armés responsables d'abus risquent de se rendre complices des crimes commis par ces groupes. Des groupes de la société civile du Nord-Kivu ont dénoncé le « règne de la terreur » des Wazalendo. En mars et avril, ces combattants ont mis en place des barrages routiers sur les routes principales reliant plusieurs villes du Sud-Kivu, où ils ont harcelé les habitants et collecté entre 500 et 1 000 FC par personne. Le rapport souligne que, bien que les Wazalendo reçoivent du matériel militaire du gouvernement, la milice « vit sur le dos de la population », ce qui conduit à des actes d'extorsion. En avril, Human rights watch dit avoir reçu des informations crédibles faisant état de combattants Wazalendo battant et fouettant des hommes et des femmes qu'ils accusaient d'avoir agi de façon inappropriée. « Certains Wazalendo agissent comme s'ils étaient la police et pensent qu'ils peuvent résoudre les conflits entre civils », a déclaré un habitant d'Uvira, au Sud-Kivu cité dans le rapport. « L'armée congolaise risque de se rendre complice d'exactions en soutenant les milices Wazalendo ».

Kinshasa : lancement de la campagne « UPN Zéro Plagiat ». Les autorités de l'Université pédagogique nationale (UPN) ont lancé, le 22 mai à Kinshasa, la campagne « UPN Zéro Plagiat ». « Dans un livre ou un mémoire, il y aura toujours des éléments qui ont été élaborés par d'autres personnes avant vous. Mais il est inacceptable que 50 % du contenu provienne d'un travail existant : quelle est alors votre contribution ? Avant la défense, tous les travaux sont soumis à une vérification anti-plagiat. Évidemment, on ne peut pas appliquer les mêmes exigences au premier cycle qu'au doctorat. »

Samedi 24 mai.

Les pays du bassin du Congo engagés à soutenir l'initiative TFFF pour la préservation des forêts tropicales. Le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Congo, la Guinée équatoriale et la RDC ont levé cette option lors du dialogue régional organisé les 22 et 23 mai à Kinshasa. Ils ont reconnu le rôle essentiel de cette initiative ainsi que la nécessité d'un financement durable et équitable pour soutenir leurs efforts de conservation et de préservation de la biodiversité. Après des débats et réflexions, ils appellent à la mise en place d'un nouveau mécanisme permettant de combler le vide actuel lié à l'absence d'un modèle de financement à long terme pour soutenir la conservation des forêts tropicales. Un plaidoyer pour valoriser les richesses naturelles. Selon la ministre d'État en charge de l'Environnement, les pays du bassin du Congo ne doivent plus négocier en parent pauvre. « Pourquoi ne pas considérer nos richesses comme une caution ? Par exemple, l'absorption de pollution par hectare ou par tonne de carbone – combien cela vaut-il ? Nous pouvons le quantifier. Prenons un buffle, un okapi, un chimpanzé ou un bonobo : quelle est leur valeur dans nos forêts, et combien en avons-nous ? Il s'agit de transformer ces potentiels en chiffres et de les intégrer dans notre produit intérieur brut. Nous devons utiliser cela comme levier pour obtenir les financements nécessaires. » Elle appelle également les partenaires bilatéraux, multilatéraux et privés à travailler avec les pays du Bassin du Congo afin de garantir la transparence, l'accessibilité et l'équité dans la mise en œuvre de l'initiative Tropical forest forever facility.

Jacquemain Shabani auditionné à l'Assemblée nationale sur les bavures policières à Kinshasa, les arrestations arbitraires et autres tracasseries commises dans la capitale. En réponse, le ministre de l'Intérieur a assuré les députés de son engagement dans la sécurisation des populations et de leurs biens. Il a précisé « qu'en attendant l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi de programmation relative à la mise en œuvre de la réforme de la Police nationale congolaise, des contrôles inopinés sont effectués pour identifier et sanctionner tous les éléments qui s'emploient à tracasser la population, à mener des opérations arbitraires et à violer les droits et libertés fondamentaux des citoyens ».

Interpellation de plus de 120 personnes en situation irrégulière à Bunia, dont 43 militaires des FARDC, lors d'un bouclage. Cette opération ciblée intervient après plusieurs cas de criminalité signalés dans les quartiers Hoho, Bakoko et OPAS, selon les autorités policières. Le commandant urbain de la Police nationale congolaise, a précisé que l'objectif principal était de rechercher les hommes en uniforme militaires et policiers incontrôlés ainsi que d'autres malfaiteurs responsables des actes d'insécurité récents dans la ville.

Insécurité à Goma : la population appelée à développer une résilience préventive. Acteur de la société civile basé à Goma (Nord-Kivu), Vicar Batundi a proposé des consultations précoces et l'installation de cliniques de proximité afin de détecter d'éventuels cas de dépression à travers la ville de Goma et ses environs. « Nous constatons que la situation devient de plus en plus alarmante, avec notamment la perte de capitaux pour les commerçants et entrepreneurs, qui accumulent également des dettes. La séparation des familles pendant plusieurs mois, le changement brusque du mode alimentaire, mais aussi l'inondation des réseaux sociaux par des informations toxiques, des cas de tueries, de tortures et de kidnappings exposent les populations aux maladies », a déclaré Vicar Batundi. Il a appelé au renforcement de la solidarité nationale et internationale afin que la population puisse se soutenir mutuellement face à cette situation difficile.

Signature du protocole d'accord pour la construction de l'autoroute Banana-Kinshasa, avec l'entreprise chinoise Zhongshi Wozen Technology Co. LTD. Cet ouvrage, d'environ 450 km, reliera la cité portuaire de Banana (Kongo-Central) à la ville de Kinshasa en passant par la ville portuaire de Matadi. Cette autoroute moderne permettra d'améliorer la mobilité des personnes et des marchandises dans la partie Ouest de la RDC. Le protocole d'accord est conclu pour une durée de 12 mois, dont six mois consacrés aux études et six autres mois destinés à la mobilisation de fonds en vue de l'exécution des travaux dès la signature du contrat commercial.

La guerre du M23/AFC entrave les activités touristiques dans le parc des Virunga (Société civile). « La guerre qui sévit dans l'Est de la RDC a des impacts extrêmement négatifs sur l'environnement et, plus concrètement, sur la conservation de la nature, notamment le parc national des Virunga. Elle a considérablement réduit les recettes que ce dernier devrait générer, notamment à travers l'activité touristique, qui est aujourd'hui quasi inexistante en raison de

l'ampleur inquiétante du conflit ». Elle a également déploré la disparition de la culture de la conservation chez les riverains du parc ainsi que l'occupation d'une partie de ce patrimoine mondial de l'Unesco par des groupes armés.

RDC: après le discours de Joseph Kabila, les politiques et ONG pointent les échecs de sa présidence. C'est l'un des anciens fidèles de Joseph Kabila, devenu membre du gouvernement, qui a décoché l'une des premières flèches. Jean-Pierre Lihau, vice-premier ministre chargé de la Fonction publique, qualifie le discours de Joseph Kabila d'« ineptie » et de « vaste blague », après, « 18 ans d'un long règne absolu et stérile ». Même tonalité du côté du ministre des Finances, qui dresse un comparatif entre les deux présidences, vantant les réformes économiques, les augmentations salariales ou encore la santé des réserves de change sous Félix Tshisekedi alors que les années de son prédécesseur ont été marquées rappelle-t-il par des scandales de corruption, des crimes et des atteintes à la démocratie. Pour l'opposant Jean-Marc Kabund, ce discours devrait être perçu comme une interpellation aux dirigeants congolais : « Préparez-vous, avec responsabilité et humilité, à quitter le pouvoir, car la roue de l'histoire tourne inlassablement ». Autre voix d'opposition, celle de Seth Kikuni, qui estime que le discours de Joseph Kabila sonne l'heure « d'une plus grande résistance contre le pillage organisé, la faillite économique et l'humiliation nationale. » Jean-Claude Katende de l'Asadho renvoie Joseph Kabila et son successeur dos à dos : « Si le président Kabila n'avait pas manipulé les élections de 2018, nous n'en serions pas là ! Si le président Tshisekedi avait géré le pays avec responsabilité et orthodoxie, nous n'en serions pas là. » (RFI)

Dimanche 25 mai.

Kongo Central : 11 détenus s'évadent du cachot de Sekebanza. L'administrateur du territoire, qui confirme ces faits, indique que ces fugitifs ont profité de la vétusté de cette maison carcérale ainsi que du manque de policiers en nombre suffisant pour assurer leur surveillance. Il affirme que plusieurs des onze évadés étaient poursuivis pour viol qualifié et attendaient leur transfèrement à la prison de Tshela, où ils devaient purger leur peine.

Deux lions en divagation près de Lubumbashi : la mairie appelle à la vigilance. La mairie de Lubumbashi annonce l'évasion de deux lions provenant de la ferme Benjin Agri éco-tourisme, située à une cinquantaine de km de Lubumbashi.

L'autorité urbaine assure que des équipes spécialisées ont été déployées sur le terrain pour localiser et capturer les deux lions en fuite. En parallèle, une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'évasion de ces deux fauves.

Les lions évadés près de Lubumbashi ont été finalement maîtrisés. Contrairement à son précédent communiqué, la mairie de Lubumbashi précise « qu'il s'est agi de quatre lions sortis effectivement de leurs cages mais demeurés toujours au sein du complexe animalier Benjin Agri éco-tourisme ». Tous les fauves ont été capturés et ramenés dans leurs cages.

Ituri : 48 ex-combattants réinsérés au sein de la communauté. Ces bénéficiaires ne sont qu'un échantillon de plus d'un millier d'autres ex-combattants du groupe armé Zaïre, qui ont déposé les armes à Mabanga dans le territoire de Djugu, il y a quelques mois. Ils ont tous choisi un métier et un milieu pour la réinsertion communautaire. Cette première équipe a été réinsérée à Tsere, en périphérie de Bunia. Ils ont bénéficié notamment d'une vingtaine de vaches pour l'élevage. « Le projet que nous lançons aujourd'hui à Tsere, symbolise une rupture décisive avec le cycle des violences. Par ce projet, nous démontrons que le désarmement ne peut être dissocié du développement ».

Pénurie d'électricité à Kalemie depuis 3 jours. La Société nationale d'électricité chargée de la production et de transport à la centrale de Bendera, indique qu'une panne technique est survenue au niveau de cette centrale. Les travaux pour réparer la panne consistent à vidanger le lac de retenue du barrage et cela nécessite une forte main d'œuvre.

Un accident d'un cortège funèbre fait plus de 20 morts à Tshikapa. D'après les témoignages recueillis sur place, le véhicule revenait du cimetière de Kamalenga et roulait à vive allure lorsque le chauffeur perdu le contrôle de l'engin. Ce camion vétuste et surchargé a basculé brutalement en face de l'aéroport de Tshikapa, écrasant ainsi plusieurs personnes.

Kabila «aurait dû se taire»: en RDC, l'UDPS répond à l'ancien président. Deux jours après l'allocution de Joseph Kabila sur Internet, la réponse du parti présidentiel est cinglante et méthodique. Il faut dire que dans son allocution diffusée dans la soirée du vendredi 23 mai, l'ancien président a multiplié les charges contre la gouvernance de son successeur, accusant tour à tour Félix Tshisekedi d'« ivresse du pouvoir », de « cynisme » ou encore de « tyrannie ». Face à ces violentes critiques, l'UDPS a donc minutieusement préparé sa riposte qui est arrivée dans la matinée du dimanche 25 mai avec l'installation d'un écran géant dans la cour du siège du parti et l'affichage de photos sur les murs. Sur l'un : la projection de reportages de médias internationaux et de rapports d'ONG revenant sur la répression des manifestations anti-Kabila. Sur les autres : des victimes de la répression en vigueur à l'époque où l'ex-président dirigeait la RDC, le parti ayant même pris soin de faire venir les familles de quelques-unes d'entre elles. **Joseph Kabila « n'a**

rien à nous apprendre lorsqu'il s'agit de démocratie » Quant au secrétaire général de l'UDPS, Augustin Kabuya, lui s'est fendu d'une déclaration dans laquelle il a qualifié Joseph Kabila de « géniteur du M23 », l'accusant d'être responsable de « 18 ans de chaos » dans le pays. Alors que pour lui, l'ancien président - qu'il présente comme « un Rwandais imposé à la tête de la RDC pendant 18 ans » - ne représente pas une solution à la crise actuelle : « Il aurait dû se taire », estimant que Joseph Kabila « n'a rien à nous apprendre lorsqu'il s'agit de démocratie ». Avec entre les mains une liste de différents scandales de détournements de fonds publics et de corruption qui ont émaillé l'ancien régime, Augustin Kabuya a enfin rejeté un autre grief formulé par l'ex-chef de l'État, à savoir celui du tribalisme, expliquant qu'aujourd'hui, ni les services de sécurité, ni les institutions politiques n'avaient à leur tête une personnalité originaire de la région de Félix Tshisekedi. **Joseph Kabila, «un homme du passé» pour le porte-parole du gouvernement congolais** « qui n'a absolument, dans le contexte actuel, rien à proposer pour l'avenir », expliquant ensuite que l'équipe au pouvoir actuellement s'affairait « à régler les problèmes que, malheureusement, il n'a pas pu régler à l'époque » où il dirigeait la RDC. « Le plus important pour nous [...], c'est de nous assurer que chaque jour nous avançons », a par ailleurs déclaré Patrick Muyaya avant de juger qu'en ce qui concerne « le président Kabila, les Congolais ont une opinion toute faite parce qu'ils savent le juger de par les actes qu'il a posés. Et de par la nature de ces actes, malheureusement, la ligne prise est une ligne qui détruit même ce qui aurait pu être considéré comme acquis, et c'est bien dommage », a-t-il conclu. (RFI)

Lundi 26 mai.

La société civile accuse Kimia Mining de violer le code minier à Mambasa. La nouvelle société civile rapporte que Kimia Mining a détruit des dizaines de champs de cacao, de bananes, de riz et d'autres cultures appartenant à la population de la chefferie de Bombo, majoritairement composée d'agriculteurs, en pleine saison des récoltes. « La société Kimia Mining refuse même de trouver un accord à l'amiable avec ces agriculteurs qui ont tout perdu dans leurs champs. Pourtant, le code minier congolais stipule que lorsqu'un concessionnaire minier détient un titre dans une zone où un concessionnaire foncier est présent, il doit préalablement indemniser de manière équitable ce dernier. »

Le M23 confirme l'arrivée de Joseph Kabila à Goma. Sur son compte X, Corneille Nangaa, coordinateur de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), s'est réjoui : « Le retour au pays de ce grand acteur politique est favorablement accueilli. Il a fait un bon choix, plutôt que de rester en exil forcé ». **Une arrivée sous haute tension.** L'arrivée de Joseph Kabila à Goma est marquée par des combats entre les Fardc et les rebelles de l'AFC/M23, soutenus par l'armée rwandaise. Par ailleurs, l'ancien président fait l'objet de poursuites judiciaires, accusé d'être l'instigateur du M23. Il y a quelques jours, le Sénat a levé ses immunités parlementaires, autorisant ainsi la Haute Cour militaire à engager des poursuites contre lui. Dans ce même contexte, le ministère de la Justice, dirigé par Constant Mutamba, a ordonné la saisie de tous les biens de Joseph Kabila. Des perquisitions ont déjà eu lieu dans plusieurs sites appartenant à l'ancien chef de l'État.

Découverte macabre d'au moins 11 corps en décomposition à Masisi. Ce 26 mai au matin, au moins 11 corps en état de décomposition ont été découverts dans le village de Kiringi, situé dans la localité de Mwesso, groupement de Bashali Mukoto, territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Les personnes décédées, identifiées comme des civils, seraient des victimes collatérales d'un affrontement survenu le 23 mai entre les rebelles du M23 et les combattants Wazalendo dans ce même village. Selon des notables locaux, plusieurs maisons ont également été incendiées lors de ces attaques. Ces deux dernières semaines, plusieurs accrochages ont opposé les rebelles du M23 aux combattants Wazalendo dans cette zone de Masisi.

Six cas confirmés de tuberculose à la prison centrale de Mbuji-Mayi. Le ministre provincial de la santé a insisté sur la nécessité d'isoler les malades afin de limiter la propagation de la maladie au sein de cet établissement pénitentiaire. Il a précisé que cette campagne de dépistage avait été réalisée en collaboration avec la coordination provinciale de lutte contre la tuberculose. Sur près de 500 détenus testés, six ont été positifs au bacille de Koch. La directrice de la prison, Marguerite Mbelu a indiqué que les personnes malades bénéficient déjà d'une prise en charge adaptée.

Est de la RDC: dix millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aigue, alerte le PAM. En RDC, près « de 28 millions de personnes sont maintenant confrontées à la faim aiguë », alerte le Programme alimentaire mondial, qui souligne que, dans l'est de la RDC, « plus de 10 millions de personnes dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë ». Plus de 90% des ménages du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ne mangent plus à leur faim et sont obligés de réduire la taille et le nombre de leurs repas, et de se priver des aliments les plus nutritifs. Car le conflit a entraîné depuis trois mois des déplacements massifs. Mais il perturbe aussi profondément l'agriculture locale. Dans le Nord-Kivu, l'un des greniers de la RDC, des milliers d'agriculteurs n'ont pas pu semer, d'autres ont vu leurs récoltes détruites ou pillées. Sans oublier l'insécurité qui perturbe les routes commerciales, complique le ravitaillement des marchés, et fait flamber les prix. Le PAM a besoin de plus de 400 millions USD pour poursuivre ses opérations d'urgence jusqu'en octobre prochain. Faute de quoi, la moitié des

bénéficiaires actuels pourraient être laissés pour compte, et des millions de personnes se retrouver sans assistance vitale. (RFI)

Kasaï-Central : la REGIDESO annonce une expansion majeure de son réseau d'eau potable. Les fonds nécessaires à la construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau sont déjà disponibles. Cette usine, qui sera alimentée par la rivière Lulua, aura une capacité de 85 000 m³, soit deux fois plus grande que l'actuelle usine de Kanyuka. Ce projet représente l'un des plus grands investissements réalisés dans la ville depuis plusieurs décennies.

Le tandem CENCO-ECC présente le « pacte social pour la paix et le bien vivre-ensemble » comme initiative globale en vue de parvenir aux solutions durables et inclusives à la crise dans l'Est du pays. Au lendemain de la prise de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu par la rébellion du M23 soutenue par l'armée Rwandaise, des voix en interne et à l'extérieur du pays s'étaient levées pour appeler les différentes parties au dialogue national pour aboutir à la résolution de la crise sécuritaire dans l'Est de la République Démocratique du Congo. L'église catholique et l'église protestante ont initié et proposé pour ce faire, des consultations de la classe sociopolitique pour un dialogue national. Mais cette démarche est réfutée par le parti présidentiel, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) qui affirme que « l'église n'a pas vocation de prendre des initiatives politiques ». Face à la méfiance de l'administration Tshisekedi à l'égard du projet « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans les Grands Lacs » porté par la CENCO-ECC, les évêques de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) exhortent le chef de l'État Félix Tshisekedi à ne pas prêter ses oreilles à ceux qui veulent détourner son attention des intérêts de la population. Au cours d'un face à face avec la presse, le Secrétaire Général de la CENCO, Donatien Nshole, rassure que dans l'initiative de ces deux églises il n'y a aucune intention de renverser l'ordre constitutionnel mais plutôt accompagner le chef de l'État dans ses prérogatives de « garant de la nation ». (Actualité. CD)

Mardi 27 mai.

Reddition d'une centaine de miliciens Fimbo na Fimbo à Kalemie. Ces miliciens, qui ont perpétré de nombreuses violences sous la direction de leur chef Michel Bitonto, notamment dans plusieurs localités du territoire de Kalemie telles que Mulange, Koki, Mwaka et Kambilo, ont ainsi choisi d'adhérer au programme de désarmement volontaire. Ce dernier prévoit un accompagnement social et économique pour faciliter leur retour à une vie normale. L'autorité provinciale les a encouragés à adhérer au programme de la Réserve armée de la défense, soit à la réintégration communautaire et social.

Est de la RDC: le groupe armé M23 «tue, torture et fait disparaître de force des détenus», accuse l'ONG Amnesty. Christian Rumu, chargé de campagne à Amnesty International pour la région des Grands Lacs, souligne : « Nous avons documenté au moins quatre cas où des détenus étaient torturés par le M23. Et puis, ces quatre personnes sont mortes à la suite de ces tortures. Nous avons documenté des cas d'arrestations arbitraires. Des personnes ont été arrêtées sur la base d'accusation selon lesquelles ces personnes collaboraient avec le gouvernement ou collaboraient avec la société civile. Mais tout cela sans preuve. » Il poursuit : « Les 18 personnes que nous avons interviewées pour ce travail, nous ont dépeintes des conditions très très difficiles : on leur a refusé de la nourriture, même de l'eau. Mais elles ont aussi décrit des conditions sanitaires qui étaient horribles. Nous sommes très alarmés par cette situation, parce que ces actes, qui constituent une violation grave du droit international humanitaire, et qui peuvent en fait constituer des crimes de guerre, se passent dans des conditions où il n'y a pas du tout de monitoring de ce qu'il se passe sur le terrain. Il faut absolument que le M23 donne accès aux moniteurs internationaux pour qu'ils puissent visiter ces sites. » (RFI)

Le FRIVAO et la société civile harmonisent leurs vues pour l'ouverture d'un bureau à Buta. L'inauguration du bureau a été reportée de deux semaines. Ce délai a été décidé d'un commun accord entre le Fonds de réparation des indemnités des victimes des activités illicites de l'Ouganda en RDC (FRIVAO) et les organisations de la société civile du Bas-Uélé afin de mener une phase de sensibilisation de la population locale sur les missions, les démarches et les objectifs du FRIVAO. La période transitoire actuelle sera également mise à profit pour collecter les informations nécessaires à l'identification des entités et édifices ayant été affectés durant cette période. Ce fonds a été mis en place pour réparer les préjudices subis par les communautés et les infrastructures congolaises lors de l'occupation de la province de Tshopo par les troupes ougandaises entre 1998 et 2003.

Le CNSA invite Félix Tshisekedi à initier un dialogue national pour préserver l'unité du pays. Dans une communication du 27 mai, les responsables du Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) estiment qu'en tant que garant de la nation et symbole de l'unité nationale, seul Félix Tshisekedi peut prendre l'initiative de réunir le peuple congolais dans un dialogue national, dans des conditions acceptables pour toutes les parties. Le CNSA souligne qu'à ce jour, l'unité du pays et l'intégrité territoriale sont gravement compromises. « Il est donc urgent d'agir pour sauver une nation qu'il estime en danger » et rappelle, que "la RDC a une longue tradition de dialogue, héritée des ancêtres qui avaient l'habitude de résoudre leurs différends sous l'arbre à palabres". « Le linge sale se lave en famille ».

Kinshasa : 200 millions USD de la Banque mondiale pour la gestion des déchets et la résilience face aux inondations. Les deux parties ont parlé des efforts à mener ensemble pour améliorer la gestion des déchets. « La gestion des déchets à Kinshasa c'est un thème d'urgence, c'est quelque chose, un secteur qu'on doit entamer, on doit travailler urgemment », a estimé la cheffe de la délégation de la Banque mondiale. Cette rencontre lui a permis d'écouter d'abord « la stratégie de la ville, du gouverneur, à comprendre la vision qu'il a ». Depuis avril dernier, la ville de Kinshasa a été confrontée à de pires inondations, après de fortes pluies. Le bilan publié le mardi 8 avril par le ministère de l'Intérieur faisait état de 43 morts.

Crise en RDC : l'APF consulte les acteurs politiques et de la société civile. La mission de bons offices de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) poursuit ses consultations ce mardi 27 mai à Kinshasa, après des échanges lundi avec la majorité parlementaire, l'opposition et la société civile. Les députés de l'Union sacrée ont insisté sur la nécessité d'infliger des sanctions au Rwanda, qui agresse la RDC. L'opposition, quant à elle, estime que la crise sécuritaire relève avant tout de problèmes internes, qui devraient être résolus par un processus initié à Kinshasa. Lors des discussions avec la délégation de l'APF, la CENCO et l'ECC ont mis en avant l'idée d'un pacte social pour la paix et le bien vivre-ensemble comme solution durable à la crise sécuritaire dans l'Est du pays. La Commission d'intégrité et de médiation électorale (CIME) et la plateforme des confessions religieuses ont, pour leur part, dénoncé le silence de la Francophonie face à la résurgence des hostilités dans l'Est de la RDC. « La paix, on ne la fait pas seule. Nous la construisons avec tout le peuple congolais », a insisté le pasteur Evariste Ejiba des Églises du réveil. L'opposition parlementaire, les femmes du CAFCO et le Conseil national de la jeunesse ont également dénoncé la persistance du conflit et plaidé pour la mise en place d'un dialogue national inclusif afin de restaurer la paix durable en RDC.

Mercredi 28 mai.

Un chef rebelle Mobondo, le colonel autoproclamé Libaya, tué lors d'affrontements entre factions rivales à Kwamouth. Le commandement et porte-parole de l'opération Ngemba, (Paix), précise qu'à l'origine de ces affrontements, l'un des groupes rebelles avait procédé à l'arrestation d'éléments d'une faction adverse, les accusant de tracasseries envers la population civile. Malgré les efforts des Forces armées pour sécuriser la région du Grand Bandundu à travers l'opération Ngemba, des tensions internes persistent entre les différentes factions de la milice Mobondo, aggravant la dégradation de la situation sécuritaire dans le Kwamouth, indique le capitaine Mwalushay. En réponse à ces violences et afin de maîtriser la situation tout en protégeant la population et ses biens, le capitaine annonce le renforcement de la présence militaire dans la région et avertit qu'il n'exclut pas le recours à la force si ces violences inter-factions persistent, tout en demandant à la population de signaler tout acte criminel commis par les Mobondo.

Nord-Kivu : le PAM s'engage à intensifier l'aide humanitaire aux déplacés. Le gouverneur du Nord-Kivu a rencontré le 17 mai Cindy Hensley McCain, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), en visite de travail à Beni. Au cours de cet échange, ils ont notamment abordé la dégradation de la situation humanitaire dans cette région, en proie à la guerre d'agression du M23. Ce conflit a provoqué le déplacement de milliers de personnes fuyant les combats opposant l'armée congolaise et ses alliés aux rebelles de l'AFC/M23, soutenus par l'armée rwandaise. Ces populations vulnérables nécessitent une assistance d'urgence. Cindy Hensley McCain a insisté sur la nécessité de maintenir et de renforcer cette aide humanitaire, tout en saluant le travail accompli sur le terrain par les équipes du PAM.

Les pays de la CEEAC se dotent d'un réseau pour l'organisation d'élections crédibles. Basée à Bujumbura, cette plateforme vise à consolider la démocratie à travers des élections transparentes, inclusives et apaisées. Selon le président de la Commission électorale de la RDC, qui séjourne dans la capitale burundaise pour cette occasion, ce lancement marque une étape importante dans la structuration de la coopération électorale en Afrique centrale : « On a choisi le Burundi parce qu'il y a des élections, on fait d'une pierre deux coups. Nous allons adopter le statut, le règlement intérieur, le plan de travail et organiser des élections pour élire le nouveau comité qui va diriger cette institution ». Il a précisé que les pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) ont confirmé se doter du Réseau des organes de gestion des élections d'Afrique centrale (ROGEAC)

Lancement du nouveau passeport biométrique dès le 5 juin 2025. Le nouveau passeport biométrique congolais coûtera 75 USD, payable en espèces auprès d'une agence de la banque Equity BCDC ou en ligne sur le site officiel de demande de passeport. Le processus d'obtention sera désormais simplifié et entièrement numérique. Les citoyens pourront faire leur demande en ligne sur www.passeport.gouv.cd dès le 5 juin. Des centres de capture biométrique ont déjà été installés à Kinshasa et sont en cours d'installation dans les chefs-lieux des provinces. Le nouveau passeport biométrique présente plusieurs améliorations : 38 pages au lieu de 32 dans l'ancien modèle. Micropuce RFID sans

contact, garantissant une meilleure protection contre la fraude. Hologrammes et filigranes, renforçant la lutte contre la contrefaçon.

RDC: 30 cas de mpox confirmés à la prison de Ndolo à Kinshasa. L'épidémie de mpox est en faible régression. Selon les derniers chiffres compilés, le pays a enregistré 182 nouveaux cas confirmés la semaine dernière, ce qui amène à 21 452 le total de cas confirmés depuis le 1er janvier 2024. Une majorité de ces cas se sont déclarés dans la capitale Kinshasa, qui, à elle seule, enregistre 88 nouveaux cas en une semaine, dont une bonne partie en milieu carcéral.

Des militaires accusés de tracasseries sur la route Lopa-Gina en Ituri. Les voyageurs sur la RN27, dans son tronçon compris entre Lopa-Gina, accusent les militaires congolais d'extorquer de l'argent aux agriculteurs et d'arrêter illégalement de jeunes hommes, souvent soupçonnés à tort d'être des miliciens. Ces abus auraient commencé, il y a environ deux semaines, à la suite d'une attaque des miliciens Zaïre contre une position de l'armée à Tchuru.

Invasion de papillons à Mbanza-Ngungu : inquiétudes chez les agriculteurs. Ces insectes butinent les plantations, y pondent des œufs, et envahissent même les habitations. Les agriculteurs locaux, désarmés, redoutent une possible transformation de ces papillons en chenilles destructrices des champs. Ils craignent pour leurs récoltes et appellent les autorités à envoyer d'urgence des experts pour identifier l'espèce et évaluer les risques.

Inhumation de 29 civils tués dans les combats entre le M23 et les Wazalendo, dans les villages de Kirumba, Lukarara, Rukano et Kagando, situés dans le territoire de Rutshuru. Tous ces villages, appartenant se trouvent à la lisière du parc national des Virunga. Plusieurs dizaines de maisons et de petites habitations appartenant à des villageois ont également été incendiées. Des chèvres et d'autres biens auraient été pillés, tandis que de jeunes villageois seraient pris en otage par les rebelles du M23 pour transporter ces biens. Plusieurs civils, dont une dizaine de femmes et des enfants, ont été victimes collatérales de ces affrontements, déplorent des sources locales.

Jeudi 29 mai.

Plusieurs quartiers de Kinshasa privés d'eau après l'arrêt de l'usine REGIDESO de Lukunga, depuis le 26 mai. Du coup, plusieurs quartiers du district de la Lukunga sont privés de cette boisson naturelle. L'arrêt de cette usine a été provoqué par les sables qui ont envahi les différentes tuyauteries du mécanisme du captage d'eau. Il s'agit de l'une des conséquences de fortes pluies qui se sont abattues sur la ville de Kinshasa ces derniers jours.

Paix au Nord-Kivu : le gouverneur militaire prône une synergie entre Gouvernement -ONU- population. A l'occasion de la Journée internationale des casques bleus des Nations unies, célébrée chaque 29 mai, le gouverneur du Nord-Kivu a salué le rôle des casques bleus de la Monusco dans la quête de stabilité dans l'Est de la RDC. Selon lui, nombreux sont ceux qui ont perdu la vie lors d'opérations conjointes avec les FARDC ou dans le cadre de la protection des civils. « Dernièrement à Goma, nous les avons vus tomber aux côtés des nôtres en tentant de protéger la population et la ville face à l'avancée des ennemis de la République. Nous reconnaissons que la paix n'est pas encore totalement rétablie. Mais chaque village sécurisé, chaque vie sauvée, chaque espoir ravivé est le fruit de ces efforts conjoints ».

L'Union européenne exprime son soutien aux initiatives de paix en RDC. La députée Hilde Vautmans, coprésidente du Parlement Afrique-Europe a souligné que sa délégation est à Kinshasa pour dialoguer ouvertement et franchement, écouter, discuter et assurer le suivi des différentes résolutions du Parlement européen, des Nations unies ainsi que du Rapport Mapping. Ces députés européens ont également suivi la mise en œuvre des sanctions prononcées et la suspension du mémorandum d'entente avec le Rwanda sur les minerais. L'Union européenne entend également contribuer à mettre fin aux conflits, soutenir les femmes et arrêter les atrocités et les viols utilisés depuis trente ans comme arme de guerre en RDC. Les échanges avec le Sénat ont porté sur les axes de coopération entre la RDC et l'UE, notamment le soutien aux réformes institutionnelles et à la gouvernance démocratique.

Hygiène menstruelle : seuls 2 % de besoins couverts pour les femmes au Nord-Kivu, alerte l'UNFPA, à l'occasion de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle, célébrée le 28 mai de chaque année. « Une femme qui fuit sans rien et a ses règles deux jours après vit dans la honte et l'inconfort total ». Selon l'UNFPA, seulement 11 000 kits d'hygiène menstruelle sont prévus cette année, un chiffre dérisoire face aux besoins. Elle a pointé aussi le manque d'éducation menstruelle chez les jeunes filles déplacées, qui alimente les cas de grossesses précoces dans les camps.

RDC : les 4 provinces de la Grande Orientale déterminées à mutualiser les efforts. Le gouverneur de la province du Haut-Uele note que le cadre de concertation interprovinciale entre les quatre provinces issues de l'espace Grande Orientale est constitutionnel. Ilonde sur l'article 199 de la constitution qui stipule que deux ou plusieurs provinces peuvent d'un commun accord créer un cadre d'harmonisation et de coordination de leurs politiques respectives et gérer en commun certains services dont les attributions portent sur les matières de leurs compétences. « Nous exprimons notre

volonté de mutualiser nos efforts dans les secteurs clés comme la sécurité, les infrastructures, l'éducation, la santé et l'agriculture, parler d'une seule voix auprès du gouvernement central et des partenaires techniques et financiers pour faire avancer nos priorités communes et surtout de mettre nos populations au centre de toutes notre action », a-t-precisé

L'Assemblée nationale autorise la justice à auditionner Constant Mutamba. L'Assemblée nationale a autorisé ce 29 mai tard dans la soirée l'ouverture de l'instruction à charge du patron de la justice et garde de sceaux. Constant Mutamba doit être entendu par le procureur dans l'affaire 39 millions USD, destinés à la construction d'une nouvelle prison à Kisangani (Tshopo). Il est reproché au ministre d'ordonner un paiement d'une avance de 19 millions USD dans une passation de marché de gré à gré, qui n'était pas encore approuvé par l'autorité compétente.

Joseph Kabila entame des consultations à Goma avec les chefs religieux. Il est à Goma depuis dimanche soir 25 mai. Aucune photo, aucune vidéo n'avaient encore filtré jusque-là. Mais ce jeudi, l'ancien président a entamé ses consultations dans l'est du pays. C'est à Kinyogote, au bord du lac Kivu, à l'ouest de Goma, dans l'une de ses résidences, que Joseph Kabila a reçu les représentants des confessions religieuses. L'ancien président s'est montré peu bavard, fidèle à son habitude. Pendant environ 50 minutes, il a échangé avec ses invités : musulmans, membres des Églises de réveil, représentants de l'Armée du Salut, orthodoxes, protestants, et d'autres encore. Joseph Kabila a pris des notes, se présentant comme un homme de paix et promettant de jouer sa partition. Selon le président de la plateforme des confessions religieuses du Nord-Kivu, qui a conduit la délégation : « Il a exprimé son souhait de voir la paix revenir dans l'Est et dans tout le pays. Son souhait que la paix soit restaurée, la cohésion nationale et le vivre-ensemble. » Joseph Kabila n'a pas dit qu'il prenait la tête d'une lutte armée. Les religieux lui ont même proposé un rôle plus neutre : « Nous, en tant que religieux, nous lui avons demandé de jouer un rôle d'arbitre pour que la paix revienne ». (RFI)

Des enseignants du Sud-Kivu 3 en grève sèche pour réclamer quatre mois d'arriérés de salaire. " Décidons de suspendre les cours sur l'ensemble de la Province éducationnelle Sud-Kivu 3 (Mwenga) à partir de ce 23 Mai 2025 si nos salaires de 3 mois soit Février , Mars et Avril 2025 ne sont pas payés, de perturber la passation des épreuves certificatives qui pointent à l'horizon en demandant aux surveillants de ne pas se présenter aux centres de passation des examens et de boycotter les examens scolaires de fin d'année prévus dès ce lundi 26 mai 2025", indique l'intersyndical des enseignants de la province Éducationnelle Sud-Kivu 3. "Exigeons le Gouvernement central et provincial le paiement immédiat, intégral et sans condition des arriérés dus aux enseignants du territoire de Mwenga ; Condamnons les pressions exercées par la Secope et Coordinations catholiques, et appelons à la fin immédiate de toute forme d'intimidation contre les enseignants et demandons à Caritas Uvira de remplir sa part du contrat signé par le gouvernement relatif à la paie des enseignants et de cesser toute publication susceptible de compromettre la sécurité des enseignants". (Actualité.CD)

Vendredi 30 mai.

Les hôpitaux peinent à fonctionner au Nord-Kivu (Médecin). Les banques et l'aéroport demeurent fermés, les activités économiques peinent à redémarrer, l'insécurité est quasi omniprésente : certains responsables de familles broient du noir à cause du chômage. Du coup, la volonté de résilience, manifeste chez les habitants, semble mise à l'épreuve. Docteur Michael, médecin de Goma, décrit la situation, sous l'angle de la prise en charge de malades et du fonctionnement difficile des structures sanitaires. Les hôpitaux font tout pour administrer les soins, selon lui, « mais le malade guérit difficilement, parce qu'il faut signaler que la nourriture fait partie d'un traitement de choix, lorsque le médecin a déjà fait tout ce qu'il faut ». Certains patients n'ont pas la possibilité de passer même un examen médical de cinq dollars, déplore le médecin.

Signature d'un accord de paix entre hema et lendu à Djugu, ce jeudi 29 mai. Le dialogue intercommunautaire hema-Lendu avait pour ambition de renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre ces deux communautés historiquement liées. Organisé sous l'égide du gouvernement provincial de l'Ituri, avec la facilitation de la Monusco, cet échange visait également à favoriser le retour des personnes déplacées dans leurs localités d'origine, notamment à Fataki et Djaiba. L'un des principaux points abordés au cours des discussions au dialogue intercommunautaire de Fataki était l'insécurité persistante dans le territoire de Djugu. Marquée par les attaques récurrentes des groupes armés Codeco et Zaïre, cette instabilité pousse les populations à vivre dans des camps de déplacés ou à proximité des bases de la Monusco, loin de leurs terres ancestrales. Ce dialogue a ainsi été pensé comme un cadre de discussions franches entre les leaders et notables des deux communautés, afin d'identifier des pistes de solutions pour ramener la paix et la stabilité.

Pénurie de vaccins dans plusieurs zones de santé du Sud-Kivu à la suite de la guerre du M23. Plusieurs zones de santé du Sud-Kivu, notamment celles situées sur l'axe Shabunda, Lulingo, Kalebe et d'autres localités en bordure de la province du Maniema, sont confrontées depuis plusieurs mois à une pénurie de vaccins. « La guerre a provoqué une rupture d'approvisionnement en vaccins dans plusieurs zones de santé. Avec la fermeture des aéroports, il est devenu

impossible de ravitailler ces régions », déplore le Dr Matundanya, qui souligne l'absence de solutions pour ces territoires enclavés, mettant en péril la santé des populations, en particulier celle des enfants.

L'ONU alerte sur la hausse des violences sexuelles dans l'Est de la RDC. Les acteurs humanitaires ont signalé plus de 67. 000 cas de violences sexistes entre janvier et avril de cette année. Cela représente une augmentation de 38 % par rapport à la même période l'année dernière. Seulement 58 % des victimes des cas documentés ont reçu des soins médicaux appropriés dans le délai critique de 72 heures. Plus de 90 % des cas signalés à l'échelle nationale se trouvent dans les provinces de l'Est touchées par le conflit, où la réponse est encore entravée par l'insécurité et les réductions de l'aide, note le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU. Selon les partenaires d'OCHA intervenant dans le secteur de la santé, plusieurs établissements de santé de la province du Sud-Kivu sont confrontés à une pénurie de kits de prophylaxie post-exposition au VIH, principalement en raison des contraintes sécuritaires. Des partenaires impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre au Sud-Kivu ont fermé leurs programmes depuis mars en raison des réductions de l'aide.

L'électricité rétablie à Kalemie après une semaine d'interruption. La ville était plongée dans le noir pendant une semaine à la suite d'une panne survenue à la centrale hydroélectrique de Bendera. Cette interruption a paralysé plusieurs activités dans la ville de Kalemie.

Le CICR alerte sur la présence d'engins explosifs à Goma. Les affrontements entre les belligérants avant la prise de la ville par la rébellion du M23, expliquent la présence de ces engins. Ces restes d'engins explosifs abandonnés ont causé, entre janvier et mars 2025, plus de 300 blessés. Ils font partie de plus de 1 000 patients victimes de blessures par arme à feu, pris en charge à l'hôpital CBCA Ndosho durant cette période.

Le président ougandais Yoweri Museveni appelle à des solutions régionales pour la crise en RDC

Yoweri Museveni a pris le 28 mai les rênes du Mécanisme de suivi de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération dans la région des Grands Lacs. Le président ougandais succède pour deux ans à la tête de cette structure à son homologue burundais Évariste Ndayishimiye. La critique de Yoweri Museveni est à peine voilée et vise directement Félix Tshisekedi. Il rappelle l'histoire du Congo depuis l'indépendance : les problèmes ont commencé dès l'élection de Lumumba, seul à la tête d'un parti nationaliste, face à des partis régionaux. Après son assassinat, les crises se sont enchaînées : rébellions Simba, gendarmes katangais, et autres tensions. Yoweri Museveni prend aussi l'exemple de Joseph Mobutu qu'il critique. Selon lui, l'ancien président s'est appuyé sur les armées française et marocaine, au lieu d'écouter son peuple et de résoudre les problèmes internes. **Gérer mes choix.** Il résume la formule : « Tant que j'ai un soutien extérieur, je ne me soucie pas des questions internes ». Yoweri Museveni évoque aussi le Rwanda. L'ancien président Juvenal Habyarimana avait refusé de réintégrer les réfugiés tutsis, ce qui a mené à sa chute. Et il rappelle que le général Mobutu n'a pas désarmé les FDLR, malgré les appels des pays voisins. Yoweri Museveni insiste sur le rôle de la région : « Nous sommes des anciens habitants de cette région, pas des nouveaux venus. Nous connaissons parfaitement ces pays : Rwanda, Burundi, Est du Congo, Tanzanie, Kenya. » Pour lui, la solution est simple : il faut de la volonté politique, et moins d'ingérences étrangères. « Ce sont eux qui imprudemment encouragent les fauteurs de troubles ». (RFI)

Samedi 31 mai.

Plus d'un million d'enfants privés d'école en Ituri en raison du conflit et de la baisse de l'aide, selon UNICEF. Plus de 290 écoles ont été endommagées ou détruites cette année dans cette province, empêchant environ 130.000 enfants supplémentaires de suivre des cours. Cela porte le nombre total d'enfants non scolarisés en Ituri à plus de 1,3 million. « En Ituri, la violence et le conflit sont en train de briser le droit des enfants à apprendre, ce qui leur fait courir un risque bien plus grand d'être recrutés par des groupes armés, d'être exploités et de subir des mauvais traitements », a déclaré dans un communiqué, le représentant de l'Unicef en RDC. L'éducation préscolaire reste particulièrement sous-développée dans la province, avec seulement 4 % d'enfants âgés de 3 à 5 ans inscrits dans des programmes d'apprentissage précoce, ce qui prive beaucoup d'entre eux des bases nécessaires à leur développement tout au long de leur vie.

Accord-cadre d'Addis-Abeba : appel à un retour au calme et à la relance des efforts diplomatiques pour stabiliser la région. Les participants au 12^e sommet du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands lacs ont unanimement appelé à un retour au calme et à la relance des efforts diplomatiques pour stabiliser la région. Ce sommet qui s'est tenu du 28 au 29 mai à Entebbe, en Ouganda. Cette rencontre, consacrée à la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région des Grands Lacs, a abouti à l'élection du président ougandais Yoweri Kaguta Museveni à la tête de l'institution pour un mandat de deux ans. Une nomination qui intervient dans un contexte régional tendu, marqué par la recrudescence des violences dans l'Est de la RDC, où les affrontements entre les forces gouvernementales et les rebelles du M23 se poursuivent. Pour le

Président Museveni, les problèmes de la RDC peuvent être résolus et son équipe va travailler pour garantir la paix et la stabilité régionales.

Goma : les chefs coutumiers échangent avec Joseph Kabila sur le retour de la paix. Selon ces figures de l'autorité coutumière, cette rencontre s'inscrit dans leur quête de paix pour leurs populations. Initialement curieux de comprendre les raisons de la présence de l'ancien chef d'État à Goma, ils ont expliqué qu'en cette période de crise, ils échangent avec tous les acteurs susceptibles de contribuer au retour d'une paix durable dans leurs territoires. Leur priorité reste le bien-être des populations, qui subissent les affres de la guerre depuis plus de trois ans. Selon diverses sources à Goma, d'autres groupes de la population seront également consultés dans le cadre de ce dialogue. Il s'agit notamment des femmes, des jeunes et des acteurs de la société civile.

Relance de la culture du blé à Lubero : 20 tonnes de semences récoltées sur 10 hectares. La culture du blé, qui était encore dans une phase d'essai d'adaptation et de petite multiplication, entre désormais dans une phase de production à grande échelle. Cette production sera ensuite acheminée vers Virunga Développement, qui est le principal acheteur et qui alimente son usine de transformation de blé en farine de froment. Bientôt, cette usine produira 35 tonnes de farine de froment par jour », a annoncé Alain Manzekele.

Le gouvernement veut relancer les activités à vocation du secteur public agricole dont le Projet du Parc Agro-industriel de Bukanga-Lonzo. "Au niveau du ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, les pistes de financement innovantes sont envisagées pour y parvenir. Au demeurant, le ministre du portefeuille a évoqué la nécessité et l'urgence de rendre performante ces entreprises du portefeuille dont l'objet social correspond à la croissance de la production agricole et pour lesquelles les investissements ont déjà été consentis. L'objectif de faire face à l'insuffisance de l'offre alimentaire intérieure des produits agricoles de consommation de masse liée naturellement à la faiblesse de l'investissement dans ce secteur et l'importation des denrées alimentaires de base pour une facture annuelle moyenne de 1,5 milliards USD", a expliqué le ministre du portefeuille dans le compte rendu de la réunion. Le projet Bukanga Lonzo était alors considéré comme une initiative pilote dans le but de contribuer à l'autosuffisance alimentaire et créer des emplois, contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'accroissement de la productivité agricole. Cependant, les choses ne se sont pas passées comme prévues et une enquête a été diligentée. A la suite de l'enquête, l'Inspection Générale des Finances a révélé que 285 millions USD au total ont été décaissés par le gouvernement. (Actualité.CD)

Nord-Kivu : la Croix-Rouge apporte de l'aide à 9 875 familles retournées à Rugari. Parmi eux, plus de 8.800 familles sont récemment revenues dans leurs villages, lorsque les camps des déplacés autour de Goma ont été démantelés. Un peu plus de 1.000 autres vivaient dans la zone tout au long de la crise. « Cette quantité dépend de la taille du ménage. Un ménage ou nous avons à partir de six personnes, la Croix-Rouge remet 21,6 kg de haricots, de l'huile à la hauteur de 5 litres d'huile au moins, 36 kg de farine de maïs, 36 kg de riz, nous remettons également 900 g de sel de cuisine ».

Le Président Tshisekedi met en avant les atouts de la RDC comme candidat au Conseil de sécurité de l'ONU, pour la période 2026-2027. Selon le Chef de l'État, siéger comme membre du Conseil de sécurité permettrait à la RDC de porter la voix de l'Afrique, ses aspirations et ses solutions, au centre des enjeux mondiaux. Il a rappelé l'importance de cette candidature pour asseoir le rôle de la RDC en tant que pays qui compte sur l'échiquier du continent africain. Le Président Tshisekedi a également mis en avant les atouts de la RDC, qui lui donnent la vocation de devenir un acteur incontournable sur la scène internationale : « La République démocratique du Congo n'est pas seulement un vaste territoire au cœur du continent ; elle est un carrefour d'espoirs, une mosaïque de jeunesse créative et le deuxième poumon écologique de la planète. Nos forêts capturent le carbone du monde ; nos eaux irriguent neuf pays ; nos minerais stratégiques (cobalt, cuivre, coltan, lithium, germanium et terres rares), alimentent la transition énergétique globale ; notre résilience, forgée dans l'épreuve, inspire les bâtisseurs de la paix », a-t-il détaillé.

